

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA DEUX CENT CINQUANTE-NEUVIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 17 avril 1984, à 10 h 30

Président : M. J. DHANAPALA (Sri Lanka)

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE

Algérie : M. A. TAFFAR
M. A. BOURAZINE

Allemagne, République fédérale d' : M. H. WEGENER
M. W-E. von dem HAGEN
M. F. ELBE

Argentine : M. J.J. CARASALES
M. R. GARCIA MORITAN
M. R. VILLAMBROSA

Australie : M. R. BUTLER
M. R. POWE
Mme J. COURTNEY

Belgique : M. M. DEPASSE
M. J-M. NOIRFALISSE

Birmanie : U MAUNG MAUNG GYI
U PE THEIN TIN

Brésil : M. C.A. de SOUZA e SILVA
M. S. de QUEIROZ DUARTE

Bulgarie : M. K. TELLALOV
M. P. POPTCHEV
M. C. PRAMOV
M. N. MIKHAILOV

Canada : M. G.R. SKINNER

Chine : M. QIAN JIADONG
Mme WANG ZHIYUN
M. LIANG DEFENG
M. LIN CHEN
M. ZHANG WEIDONG
M. SUO KAIMING

Cuba : M. P. NUNEZ MOSQUERA

Egypte : M. I. HASSAN
Mme W. BASSIM
M. A. MAHER ABBAS

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

<u>Etats-Unis d'Amérique</u> :	M. L.G. FIELDS M. N. CLYNE Mme M.E. HOINKES M. N. CARRERA M. R. HORNE M. R. NORMAN M. P. CORDEN M. H. CALHOUN M. C. PEARCY M. J. PLUNKETT Mme B. MURRAY
<u>Ethiopie</u> :	M. F. YOHANNES
<u>France</u> :	M. H. RENIE M. G. MONTASSIER M. GESBERT
<u>Hongrie</u> :	M. D. MEISZTER M. F. GAJDA M. H. TOTH
<u>Inde</u> :	M. M. DUBEY M. S. KANT SHARMA
<u>Indonésie</u> :	M. S. SUTOWARDOYO Mme P. RAMADHAN M. ANDRADJATI
<u>Italie</u> :	M. M. ALESSI M. M. PAVESE M. B. CABRAS
<u>Japon</u> :	M. M. IMAI M. M. KONISHI M. T. KAWAKITA M. K. TANAKA M. T. ISHIGURI
<u>Kenya</u> :	-
<u>Maroc</u> :	M. A. SKALLI M. O. HILLALE M. M. CHRAIBI
<u>Mexique</u> :	M. A. GARCIA ROBLES M. P. MACEDO RIBA Mme Z. GONZALEZ y REYNERO
<u>Mongolie</u> :	M. D. ERDEMBILEG M. S-O. BOLD

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

Nigéria : M. J.O. OBOH
M. L.O. AKINDELE
M. C.V. UDEDIBIA

Pakistan : M. K. NIAZ

Pays-Bas : M. J. RAMAKER
M. R.J. AKKERMAN
M. A.J. OOMS

Pérou : M. P. CANNOCK
M. A. THORNBERRY

Pologne : M. S. TURBANSKI
M. G. CZEMPINSKI
M. J. CIALOWICZ
M. T. STROJWAS

République démocratique allemande : M. H. ROSE
M. J. DEMBSKI

République islamique d'Iran : M. N. KAMYAB
M. J. ZAHIRNIA

Roumanie : M. I. DATCOU
M. T. MELESCANU
M. P. BALOIU
M. A. CRETU
M. A. POPESCU

Royaume-Uni : M. R.I.T. CROMARTIE
M. D.A. SLINN

Sri Lanka : M. J. DHANAPALA
M. H.M.G.S. PALIHAKKARA
M. P. KARIYAWASAM

Suède : M. R. EKEUS
Mme E. BONNIER
M. H. BERGLUND
M. J. LUNDIN
M. S. ALEMYR

Tchécoslovaquie : M. M. VEJVODA
M. A. CIMA
M. J. MATOUSEK

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)Union des Républiques socialistes
soviétiques :

M. V.L. ISSRAELIAN
M. B.P. PROKOFIEV
M. G.V. BERDENNIKOV
M. P.Y. SKOMOROKHINE
M. S.V. KOBYSH
M. T.F. DMITRITCHEV
M. V.I. OUSTINOV
M. V.F. PRIAKHINE

Venezuela :

-

Yougoslavie :

M. K. VIDAS
M. M. MIHAJLOVIC

Zaire :

Mme ESAKI EKANGA KAVEYA

Secrétaire général de la Conférence
du désarmement et Représentant
personnel du Secrétaire général :

M. R. JAIPAL

Secrétaire général adjoint de la
Conférence du désarmement :

M. V. BERASATEGUI

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : La séance plénière de la Conférence du désarmement est ouverte.

Comme indiqué dans le programme de travail que la Conférence a adopté au début de la session, la Conférence entame aujourd'hui la poursuite de l'examen des questions en suspens. Conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout membre qui souhaiterait soulever une question quelconque ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Comme annoncé à notre dernière séance plénière, je me propose aujourd'hui de demander à la Conférence de prendre acte du Troisième rapport du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques, qui a été publié sous la cote CD/448.

Notre calendrier pour cette semaine prévoit également la tenue d'une réunion officieuse pour examiner des questions d'organisation. Comme d'habitude, je me propose de suspendre la séance plénière lorsque notre liste d'orateurs aura été épuisée et de convoquer une réunion officieuse pour vous faire un compte rendu à propos des questions suivantes :

- a) la création d'un Comité spécial des armes radiologiques;
- b) les consultations qui ont lieu sur les propositions tendant à la création d'un organe subsidiaire au titre des points 1, 2, 3 et 5 de l'ordre du jour.

Sont inscrits sur ma liste d'orateurs pour aujourd'hui les représentants du Pérou, de la Bulgarie et du Japon.

Je donne maintenant la parole au représentant du Pérou, l'Ambassadeur Cannock.

M. CANNOCK (Pérou) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président, la délégation du Pérou se félicite particulièrement de vous voir présider nos travaux en ce dernier mois de la première partie de la session de 1984 de la Conférence, et le talent dont vous avez récemment fait preuve en tant que Coordonnateur du Groupe des 21 nous permet d'escompter les meilleurs résultats dans nos travaux.

Il ne s'agit pas seulement de reconnaître vos qualités personnelles, mais aussi de rappeler que vous représentez un pays pour lequel le Pérou a le plus grand respect et la plus grande amitié, un pays que la communauté internationale considère comme le pionnier du Mouvement des non-alignés.

Ma délégation désire également faire part de son estime et de sa gratitude à M. l'Ambassadeur Datcou pour son dévouement inlassable et le talent avec lequel il a dirigé la Conférence; et aussi exprimer à M. l'Ambassadeur Turbanski son admiration pour la façon dont il a présidé nos travaux.

Dans une précédente intervention, en plénière, la délégation du Pérou a déjà eu l'occasion de se référer à divers points de l'ordre du jour de la Conférence. A ce sujet, Monsieur le Président, deux mois s'étant écoulés depuis le début de la première partie de la session de 1984 qui tire à sa fin, je souhaiterais dire quelques mots sur la façon dont se déroulent nos travaux.

(M. Cannock, Pérou)

Nul n'ignore qu'au cours de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, nous étions librement convenus de créer un forum multilatéral unique de négociation sur le désarmement compte tenu des profondes inquiétudes de la communauté internationale devant le renforcement de la course aux armements, et de la nécessité de résoudre au plus tôt ce problème complexe.

Nous nous trouvons ces dernières années devant deux faits véritablement alarmants; d'une part, une aggravation de la tension internationale et, d'autre part, une augmentation très considérable des sommes journalièrement consacrées aux armements, et en particulier aux armements nucléaires qui mettent en danger la survie même de l'humanité.

N'oublions pas que les dépenses militaires globales dépassent 650 milliards de dollars et que ce chiffre est supérieur au revenu total des 1 500 millions de personnes qui vivent actuellement dans les 50 pays les moins développés du monde. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire, Monsieur le Président, de souligner par d'autres exemples le caractère aberrant de la situation dans laquelle se trouve l'humanité du fait de cette course incessante aux armements.

Malgré cela, nous avons détourné ce forum des objectifs qui lui ont été assignés. Nous sommes conscients que la tâche de cette Conférence n'est pas simple; bien au contraire, on peut dire qu'étant donné le caractère même de ses objectifs, nous nous trouvons devant l'une des tâches les plus complexes sur le plan international, ce qui devrait nous servir d'incitation et de défi pour entreprendre une tâche qui mériterait d'être pleinement prise en considération par la communauté internationale.

Dans son message à la Conférence du désarmement le 7 février dernier, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies nous a rappelés que "rien dans les sessions récentes du Comité du désarmement ni dans le cours de la situation mondiale actuelle ne peut nous garantir que nous avançons dans la bonne direction". Ma délégation partage entièrement ce point de vue fort juste. En effet, Monsieur le Président, nous regrettons de constater que cette Conférence n'est pas, comme le souhaite la grande majorité de ses représentants, un véritable forum de négociation. Nous nous engageons souvent dans de longues et, il faut bien le reconnaître, d'ennuyeuses discussions sur des points de procédure et certains s'efforcent d'entraver toute tentative sérieuse de négociation. Nous pourrions même dire qu'il s'agit là d'un exercice de "diplomatie de l'enlisement".

Nous croyons que les problèmes de procédure pourraient être évités si nous nous attachions à étudier avec un intérêt véritable les diverses propositions utiles présentées à cet effet par plusieurs délégations. A ce sujet, ma délégation souhaite féliciter le Groupe d'experts scientifiques de son travail. Récemment, le nombre de ses participants a été augmenté et ils peuvent, à titre personnel, nous proposer des lignes directrices concrètes et pratiques pour améliorer le travail de la Conférence.

Ma délégation estime décevant que nous ayons perdu ces dernières années autant de temps à discuter de l'ordre du jour de nos travaux et entravé ensuite - mais cela, du fait, d'un groupe de pays de plus en plus restreint - la création d'organes subsidiaires et la définition de leur mandat par crainte du mot "négociation". Cette situation dénote une véritable absence de la volonté politique de négocier, dont on ne peut nullement blâmer les pays non nucléaires,

(M. Cannock, Pérou)

qui nous ont toujours donné l'exemple de la conciliation et de nombreuses preuves de souplesse. Il faut donc, Monsieur le Président, que nous prenions conscience du fait que cette Conférence a pour mission de négocier, comme nous l'avons décidé dans le Document final de 1978.

Maintenant, Monsieur le Président, si nous faisons le bilan de nos activités, nous constatons que les deux mois, ou un peu plus, qui se sont écoulés depuis le début de nos travaux de 1984, nous n'avons avancé que sur l'un des thèmes prioritaires dont est saisie la Conférence. Je veux parler des armes chimiques.

D'autre part, nous constatons à regret qu'un certain nombre de pays se refusent à accepter un mandat prévoyant des négociations dans le cadre de l'organe subsidiaire sur l'interdiction des essais nucléaires. Cela est assez grave, étant donné que l'interdiction des essais nucléaires serait une mesure extrêmement positive pour amorcer le désarmement que nous souhaitons tous, d'autant plus que nous constatons, comme l'indique la délégation suédoise dans le document CD/430, que le nombre des essais nucléaires a augmenté de façon très considérable de 1945 à 1983.

Il ne nous reste plus qu'à regretter que le mardi 3 de ce mois, le désir de négocier d'une grande majorité de pays ait été à nouveau déçu.

Quant à la prévention de la guerre nucléaire, comme le souligne l'Assemblée générale dans sa résolution 38/183 G, ma délégation estime qu'il s'agit d'une question hautement prioritaire et d'un intérêt vital pour tous les peuples du monde.

Le fait que cette question fasse pour la première fois l'objet d'un point distinct à l'ordre du jour de la Conférence, représente une mesure positive dans le déroulement de nos travaux et montre que nous y voyons la tâche actuellement la plus critique et la plus urgente. C'est pourquoi, ma délégation se réjouit que les mesures nécessaires soient prises pour créer un organe subsidiaire spécial qui, d'une façon ou d'une autre, va entreprendre ce qui a été demandé par le Groupe des 21 dans le document CD/341 et recommandé par l'Assemblée générale des Nations Unies dans la résolution en question, à savoir des négociations en vue de parvenir à un accord sur des mesures appropriées et concrètes concernant la prévention d'une guerre nucléaire.

Mais nous regrettons aussi qu'en dépit des sérieux efforts déployés à la Conférence par de nombreuses délégations, il n'ait pas encore été possible de dégager le consensus nécessaire pour créer un Comité spécial chargé d'étudier la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. Cela malgré la résolution 38/70 de l'Assemblée générale, approuvée par une majorité écrasante de pays, à l'exception d'un seul qui, par son vote, a empêché le consensus.

Ma délégation attache une importance spéciale à la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique, estimant qu'il s'agit d'utiliser là encore à des fins militaires un milieu qui ne devrait servir qu'à des fins pacifiques; en outre, il serait plus simple et louable d'empêcher une course aux armements au lieu de s'engager dans la tâche plus ardue qui consisterait à désarmer l'espace extra-atmosphérique dans lequel s'investissent à des fins militaires des sommes énormes.

Je ne voudrais pas laisser passer l'occasion qui m'est offerte de féliciter très sincèrement les délégations de la Suède et de l'Argentine pour leurs interventions respectives des 22 et 27 mars dernier, et pour avoir signalé divers éléments de référence qui seront sans doute utiles pour nos travaux futurs dans le cadre du Groupe des 21 et de la Conférence elle-même.

(M. Cannock, Pérou)

De même, Monsieur le Président, je tiens à vous dire que ma délégation a beaucoup apprécié le rapport sur la dix-septième session du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques, récemment présenté à la Conférence.

La délégation du Pérou attache une importance spéciale aux travaux de ce Groupe d'experts qui devraient faciliter le moment venu la vérification du respect de l'interdiction des essais nucléaires. C'est pourquoi, sans préjudice d'un examen de ce rapport par les autorités de mon pays, je peux dire que ma délégation est satisfaite de constater que la Conférence a décidé que ce Groupe d'experts poursuivra ses travaux.

Enfin, Monsieur le Président, étant donné que les travaux de la Conférence du désarmement auront nécessairement des incidences sur la troisième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires qui doit se tenir en 1985 et dont le Comité préparatoire vient d'avoir une première session, je tiens à dire que même si l'on a rétabli l'organe subsidiaire sur les garanties de sécurité négatives, dont les travaux, pour des raisons évidentes, ont commencé plus tard, la délégation de mon pays regrette que les puissances nucléaires persistent dans leur attitude face aux pays qui ne possèdent pas de telles armes, attitude que le Groupe des 21 a exposée dans le document CD/407 du 4 août 1983, que ma délégation approuve pleinement.

La Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération qui se tiendra en 1985, et à laquelle le Pérou sera représenté en tant qu'Etat partie à cet instrument international, devra procéder à une véritable évaluation des engagements pris par les puissances nucléaires de négocier de bonne foi en matière de désarmement.

Nous ne pouvons ignorer que l'échec des puissances nucléaires dans leurs négociations sur un désarmement nucléaire, prévues à l'article VI du Traité sur la non-prolifération, influe sur l'attitude de nombreux pays qui pourraient adhérer à cet instrument international. Nous croyons également que si l'on ne met pas un terme à la prolifération verticale - dont la responsabilité peut être attribuée aux deux grandes puissances nucléaires - la crédibilité et l'application du Traité sur la non-prolifération seront sérieusement menacées.

Il n'est donc pas trop tard, Monsieur le Président, pour que les puissances nucléaires changent d'attitude et s'acquittent de leurs obligations.

Il s'agit d'un choix entre "existence et extinction".

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Pérou de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard du Président.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Bulgarie, l'Ambassadeur Tellalov.

M. TELLALOV (Bulgarie) (traduit du russe) : Tout d'abord, Monsieur le Président, permettez-moi de féliciter l'Ambassadeur Dhanapala, éminent représentant de la République socialiste démocratique amie de Sri Lanka, de son accession aux fonctions pleines de responsabilité de Président de la Conférence du désarmement. Je tiens à exprimer la certitude que la Conférence pourra réaliser, sous votre direction, des progrès sur le fond des questions examinées.

Je voudrais aussi remercier votre prédécesseur, l'Ambassadeur Datcou, de ses efforts inlassables pour rapprocher les problèmes d'organisation de la Conférence de leur solution.

Dans mon intervention d'aujourd'hui, je voudrais aborder plusieurs points de l'ordre du jour et énoncer certaines considérations sur le travail qui a été effectué jusqu'ici par la Conférence.

J'aimerais d'abord souligner que de l'avis de tous, les présidents de la Conférence pour les mois de février et de mars, les Ambassadeurs Turbanski et Datcou, sont parvenus à créer des conditions favorables à un travail sérieux de la Conférence sur le fond des questions. Ce résultat est dû en grande partie à la position adoptée par les pays socialistes qui, dès le début de la session, dans un document spécial, se sont déclarés prêts à entreprendre des négociations sur tous les points de l'ordre du jour et ont proposé des projets de mandat pour les organes de travail appropriés (CD/434). Sur l'initiative des pays socialistes, le mandat du Comité spécial des armes chimiques a été modifié. Cependant, bien qu'il s'agisse d'une question à laquelle les délégations des pays occidentaux prétendent accorder une importance particulière, les véritables négociations de fond n'ont toujours pas commencé. Il faut bien admettre que cela constitue une violation directe du mandat adopté au sujet des négociations.

On est pleinement fondé aujourd'hui à se demander si, au cours des deux mois et demi de la deuxième partie de la session, l'été prochain, nous pourrions rattraper le temps perdu au cours de nos réunions de printemps.

Il existe, je crois, deux approches pour évaluer les résultats de la Conférence. L'une consiste à en juger d'après les rapports intérimaires et définitifs, en apparence objectifs, dans lesquels chaque groupe de pays ou même certains Etats s'efforcent d'exprimer avec exactitude leurs points de vue; l'autre consiste à se mettre vraiment au travail et à apporter une solution à certains de ces problèmes. La délégation de la République populaire de Bulgarie s'en est toujours tenue à la deuxième approche, et avec persévérance, s'est toujours efforcée, de même que les autres pays socialistes, d'accomplir un travail concret et sérieux. C'est pourquoi, comme elle l'a fait maintes fois dans le passé, notre délégation appelle aujourd'hui l'attention sur l'attitude irresponsable de certains Etats à l'égard des négociations multilatérales sur le désarmement. Plus clairement et plus directement que leurs collègues d'autres assemblées internationales, les représentants à cette importante assemblée constatent que les positions adoptées à propos de questions aussi simples que le mandat d'un organe de travail, un nouveau point de l'ordre du jour, les débats sur des questions de procédure ou d'organisation, reflètent concrètement les options à propos de problèmes plus complexes et plus lourds de conséquences. Ces prises de position découlent en fait de la volonté ou du refus d'adopter des mesures concrètes allant dans le sens d'une politique de détente, du rétablissement de la confiance dans les relations internationales, de la solution de problèmes d'actualité dans le domaine du désarmement. La volonté politique des Etats d'adopter des mesures concrètes dans le domaine du désarmement est le seul critère qui devrait nous guider lorsque nous évaluons la situation à la Conférence du désarmement. Examinant la réalité en face, nous devons constater que les résultats concrets que les peuples

(M. Tellalov, Bulgarie)

attendent de nous et qui, s'ils étaient obtenus, exerceraient une influence des plus positives sur l'ensemble des relations internationales, font toujours défaut.

A notre avis, Monsieur le Président, la stagnation qui persiste cette année résulte de l'absence de toute amélioration dans la conduite des pays occidentaux, en particulier des Etats-Unis, dont la politique est inspirée depuis un certain nombre d'années par l'agressivité. Il n'y a toujours rien dans leur politique qui puisse contribuer au processus de désarmement. Au contraire, les faits cités dans nos débats nous apprennent la réalisation de programmes toujours nouveaux de création et de déploiement d'armes nucléaires.

Cette conclusion trouve sa confirmation la plus directe dans l'évaluation des résultats des travaux sur les points 1, 2 et 3, qui concernent des problèmes d'une importance vitale pour la limitation de la course aux armements et l'élimination de la menace nucléaire.

Ce n'est pas un secret que le principal obstacle à l'ouverture de négociations pour parvenir à des accords sur les trois premiers points de l'ordre du jour est l'option prise par les Etats-Unis en vue de l'accroissement de leurs arsenaux nucléaires. Il est également caractéristique, en ce qui concerne les problèmes de désarmement nucléaire, que les pays occidentaux ont non seulement rejeté la possibilité de créer un organe de travail, mais qu'ils feignent en général d'ignorer ces problèmes dans leurs interventions.

On ne peut manquer de rappeler à ce sujet la question de l'interdiction des essais d'armes nucléaires. A ce sujet, les Etats-Unis et le Royaume-Uni persistent dans leur attitude d'obstruction en s'opposant à l'élargissement du mandat de l'organe de travail approprié. Or, comme les délégations de l'Argentine et de la République démocratique allemande l'ont fait remarquer à juste titre, le blocage des négociations en vue de la conclusion d'un traité sur l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires prive aussi de tout sens l'activité que mène depuis de longues années le Groupe d'experts sismologues.

La délégation de la République populaire de Bulgarie attache une importance particulière au problème de la prévention de la guerre nucléaire, dont nous avons parlé en détail en mars de cette année. Nous nous efforçons toujours d'obtenir la création d'un comité spécial qui examinerait et soumettrait à la Conférence des mesures concrètes de caractère politique, de droit international et d'autre nature. Nous sommes prêts à examiner toutes les idées et propositions constructives formulées à la Conférence. Par ailleurs, nous ne pouvons que nous féliciter de voir que les approches et les propositions formulées par certaines délégations du Groupe des 21, dont celles du Mexique, de l'Inde et d'autres pays, sont voisines de l'approche adoptée par les pays socialistes ou coïncident avec elle.

Nous voudrions appeler votre attention sur les idées et propositions capitales formulées dans le discours de Konstantin Ou. Tchernenko (CD/444) concernant la nécessité, pour les Etats dotés d'armes nucléaires, d'élaborer et d'appliquer certaines normes dans leurs relations.

(M. Tellalov, Bulgarie)

L'application de normes orientées vers la paix dans les relations entre les Etats dotés d'armes nucléaires n'aura nullement pour conséquence de leur donner une place à part dans l'ensemble de la communauté mondiale et ne leur assurera aucun droit ou privilège particulier. A notre avis, la possession d'armes nucléaires n'implique, pour les Etats qui les possèdent, aucune prérogative supplémentaire dans les affaires internationales mais leur confère seulement à l'égard des générations présentes et futures, la responsabilité particulière de maintenir la paix.

Il serait bon que les autres Etats dotés d'armes nucléaires adoptent une attitude responsable à l'égard des problèmes qui affectent les intérêts du monde entier.

On pourra dire à juste titre que la principale question pratique à l'ordre du jour de la présente session de la Conférence du désarmement fut celle de la conclusion d'une Convention sur l'interdiction des armes chimiques. Les pays socialistes, qui considèrent toujours le désarmement chimique comme une question de la plus haute importance, ont dûment et consciencieusement examiné les déclarations d'intérêt d'autres groupes d'Etat concernant la réalisation de progrès dans cette direction. On n'ignore pas que cette année, pendant une période prolongée, les pays socialistes ont détaché des experts de leurs capitales et qu'ils ont présenté le 20 février un document (CD/435) intitulé "Accroissement de l'efficacité des travaux de la Conférence du désarmement dans le domaine de l'interdiction des armes chimiques". Nombre de délégations ont accueilli favorablement la nouvelle et importante proposition de la délégation soviétique en date du 21 février sur les questions de la vérification de la destruction des stocks d'armes chimiques. Plusieurs pays socialistes, parmi lesquels la République populaire de Bulgarie, ont présenté au sein de groupes de travail des formulations concrètes sur les principaux aspects de la future convention. Nous avons aussi examiné avec attention, les propositions des Pays-Bas, de la République fédérale d'Allemagne, de la Chine, de la France, du Royaume-Uni, etc. Les présidents des trois groupes de travail ont fait preuve de leur compétence et de leur pleine compréhension des tâches fixées. Malheureusement, tous ces efforts n'ont pas encore débouché sur le processus prévu dans le nouveau mandat du Comité spécial des armes chimiques, qui est "d'entreprendre le processus intégral et complet des négociations et de mettre au point la convention, exception faite de sa rédaction finale" (CD/440, du 28 février 1984). L'identité de ceux qui ont exercé leur influence pour empêcher ces négociations est connue de tous.

On sait que demain la délégation des Etats-Unis compte présenter son projet de convention sur l'interdiction des armes chimiques. Le contenu de ce document parle par lui-même. Au premier abord, une seule chose est évidente - s'il pêche par unilatéralisme, il ne peut rien apporter à la cause du désarmement chimique. Particulièrement si, comme on est amené à le penser en écoutant les interventions d'autres représentants officiels de pays occidentaux, il prélude en sous-main à l'accroissement du potentiel de guerre chimique des Etats-Unis.

Une place importante revient dans nos travaux à la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. Il est tout naturel que la question retienne de plus en plus l'attention, car il s'agit d'étouffer dans l'oeuf une nouvelle et périlleuse manifestation de la course aux armements, c'est-à-dire sa propagation dans l'espace, dont la conquête et l'utilisation représentent l'une des plus hautes réalisations de l'humanité en ce siècle.

(M. Tellalov, Bulgarie)

Les accords internationaux en vigueur ne limitent que dans une certaine mesure l'utilisation de l'espace à des fins militaires et n'excluent pas la possibilité de déploiement dans l'espace des types d'armes ne répondant pas à la définition des "moyens de destruction massive". Il est indispensable de disposer d'un mécanisme de droit international suffisamment fiable pour faire obstacle aux projets des partisans de la course aux armements dans ce milieu.

Nous partageons les préoccupations d'autres délégations à propos de l'élaboration aux Etats-Unis de projets concernant la création d'armes spatiales dirigées contre des objectifs situés dans l'espace extra-atmosphérique, dans l'espace aérien et à la surface du globe et le déploiement dans l'espace de systèmes d'armes antimissiles fondés sur l'utilisation des découvertes scientifiques les plus récentes dans le domaine de la technologie des lasers et des accélérateurs. La réalisation de ces programmes serait une violation flagrante du traité soviéto-américain concernant la limitation des systèmes de missiles antimissiles, signé en 1972.

Au début de l'année ont été effectués aux Etats-Unis les essais d'un nouveau système d'armes antisatellites ASAT lancées par le chasseur F-15. La création d'un tel type d'arme entraînerait une menace directe contre l'utilisation de satellites d'alerte avancée, et augmenterait les risques de déclenchement d'une guerre nucléaire.

Le refus des Etats-Unis de mener les négociations sur les questions de prévention de la course aux armements dans l'espace est manifeste.

Ces activités du Gouvernement des Etats-Unis se répercutent sur les travaux de la Conférence. Voici presque trois ans que les problèmes de l'espace figurent à l'ordre du jour. Cependant, par la faute des Etats-Unis, les discussions et consultations sur cette question n'ont pu mener à la création d'un organe de travail chargé de s'occuper sérieusement et d'une façon responsable de l'élaboration d'un ou de plusieurs accords internationaux globaux sur l'interdiction de la course aux armements dans l'espace. Je partage l'opinion exprimée par l'éminent représentant du Mexique, M. l'Ambassadeur Alfonso Garcia Robles, à savoir que nous ne pouvons traiter la question comme si rien ne s'était passé. Le vote de la résolution 38/70 à la dernière session de l'Assemblée générale des Nations Unies confirme de façon convaincante les préoccupations toujours plus grandes de la communauté internationale en ce qui concerne le danger de conversion de l'espace en une arène de la course aux armements. Assez d'idées et de propositions ont été formulées à la Conférence du désarmement à propos de cette question urgente - il ne reste qu'à établir les préalables indispensables pour passer à des négociations concrètes dans le cadre d'un Comité spécial approprié pourvu d'un mandat lui donnant pleins pouvoirs.

Il se peut que certaines délégations considèrent notre opinion comme exagérément univoque et simpliste, comme si l'on classait les pays socialistes dans le camp du désarmement et de la paix et les pays occidentaux, au contraire, dans celui du surarmement et de la guerre. Cette affirmation serait infondée. Dans son discours du 22 mars dernier, auquel j'ai eu l'honneur d'assister, le dirigeant de la République populaire de Bulgarie, Todor Jivkov, a dit ce qui suit : "Ce serait une sérieuse erreur politique que de considérer que l'action aventuriste de la réaction impérialiste militante jouit de l'appui plein et inconditionnel de tous les responsables des partis, de l'Etat et de la société et de tous les milieux agissants des Etats-Unis et des autres pays de l'OTAN et donc que le dérapage vers la guerre nucléaire est inévitable et irréversible".

(M. Tellalov, Bulgarie)

Avant toute chose, comme l'ont déclaré à de nombreuses reprises nos dirigeants, les pays socialistes sont persuadés que le bon sens finira par triompher, et sont donc disposés à coopérer avec tous les Etats en vue de la préservation de la paix, de la sécurité internationale et du désarmement. Nos efforts seront poursuivis et encore accrus.

Je tiens à le souligner, le moment est venu pour les Etats-Unis et leurs alliés d'écarter les sérieux obstacles qu'ils ont eux-mêmes érigés sur la voie de la limitation et de la réduction des armements.

Nous sommes fermement convaincus que si tous les Etats nucléaires s'engageaient à ne pas utiliser en premier l'arme nucléaire, s'ils gelaient leurs arsenaux nucléaires tant quantitativement que qualitativement, ils apporteraient ainsi une contribution décisive à l'amélioration du climat politique international.

La réponse à ces questions n'exige pas de négociations complexes.

Il existe un certain nombre d'autres propositions importantes, parmi lesquelles l'initiative des pays socialistes sur la conclusion entre les Etats du Traité de Varsovie et ceux de l'OTAN d'un accord sur le non-recours à la force et la préservation des relations pacifiques occupe une place éminente.

On a souvent exprimé en cette salle l'opinion que la principale cause de l'arrêt des négociations sur le désarmement est l'absence de volonté politique de la part de certains Etats. Qu'ils consentent à le reconnaître ou qu'ils s'efforcent de le dissimuler par des déclarations et promesses brumeuses et générales, ce fait demeure patent. Si la volonté politique existe, les questions les plus complexes peuvent être résolues. L'histoire des relations internationales en fourmille d'exemples.

La Conférence du désarmement doit faire face à des tâches nombreuses et complexes, mais qui ne sont nullement irréalisables. Nous devons au plus tôt, dans un esprit de pleine responsabilité, nous employer à les accomplir concrètement.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Bulgarie de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard du Président.

Je donne maintenant la parole au représentant du Japon, l'Ambassadeur Imai.

M. IMAI (Japon) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je voudrais saisir cette occasion pour vous féliciter de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. Ma délégation tient à dire combien elle apprécie de voir le distingué représentant d'un pays ami d'Asie occuper la présidence. Je suis convaincu que sous votre direction experte et habile la Conférence du désarmement sera en mesure de terminer sa session de printemps sur des résultats qui permettront de nourrir de nouveaux espoirs pour les prochaines sessions. Je voudrais aussi exprimer notre satisfaction à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Datcou de Roumanie, qui a présidé nos travaux pendant le mois de mars, et le remercier des efforts qu'il a déployés pour obtenir une convergence d'opinions à la Conférence du désarmement.

(M. Imai, Japon)

Pendant la première semaine de la présente session, en février, j'ai eu l'occasion d'indiquer quelles étaient fondamentalement les approches et les positions de mon pays concernant les problèmes de désarmement. J'ai alors souligné que le désarmement et la sécurité nationale étaient les deux côtés de la même médaille pour tous les pays du monde et qu'en conséquence il ne serait possible d'obtenir de résultats significatifs que par l'accumulation de mesures efficaces et vérifiables. En effet, nous ne pouvons nier que la Conférence du désarmement et le Comité du désarmement qui l'a précédée n'ont pas réalisé ce qu'on en attendait d'eux dans le Document final de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Ce résultat de l'unique organe multilatéral de négociation sur le désarmement, ou plutôt cette absence de résultat, a, sans aucun doute, créé un profond sentiment de frustration dans divers milieux. En outre, pour ce qui est d'encourager le désarmement nucléaire et de s'acquitter de bonne foi des obligations énoncées dans l'article 6 du Traité sur la non-prolifération, nous ne pouvons nous cacher que d'importantes négociations bilatérales entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sont interrompues depuis près de 6 mois, malgré l'appel pressant en faveur de leur reprise lancé par l'une des parties et appuyé par les pays du monde.

Si nous jetons un regard en arrière sur plus de deux mois de délibérations à la Conférence du désarmement, nous ne pouvons nous empêcher de constater avec une profonde préoccupation qu'une bonne partie de nos travaux ont été consacrés à des questions de procédure et que, même si ces débats de procédure traduisent diverses motivations politiques, ils n'ont conduit à aucun progrès de fond dans l'élaboration de mesures de désarmement.

J'ai demandé la parole aujourd'hui pour pouvoir parler un peu du principe fondamental et de la philosophie concernant les problèmes qui se posent à la Conférence du désarmement.

La longue histoire des négociations internationales nous a à tous enseigné que des pas de géant immédiats et clairement visibles de nature à renforcer la paix et la sécurité internationales ne sont pas toujours à portée de la main. Le désarmement ne fait pas exception à la règle, ce qui signifie qu'il faut toujours procéder par étapes modestes mais efficaces et faire preuve de beaucoup de patience. Permettez-moi de rappeler que, très récemment, à l'occasion d'une brève session d'une semaine du Comité préparatoire pour la troisième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération, j'ai eu à demander une fois de plus, en ma qualité de Président, à toutes les délégations d'être exceptionnellement patientes afin d'aboutir à un consensus valable. Nous pensons, certes, que grâce à la sagesse et aux conseils éclairés dont vous nous faites bénéficier, Monsieur le Président, comme l'ont fait aussi vos prédécesseurs, la Conférence du désarmement trouvera des solutions aux questions de procédure qu'elle examine actuellement, mais en même temps je voudrais souligner que nos patients efforts devraient être consacrés à la recherche de solutions qui permettent à ce forum de progresser dans la tâche pour laquelle il a été créé.

En termes pratiques, cela signifie que nous devons trouver un compromis entre deux choses : d'une part, une approche globale fondée sur l'expression des idéaux du désarmement, et, d'autre part, l'élaboration détaillée de mesures réelles avec mécanismes et techniques de vérification. Autrement dit, si un accord dans l'abstrait sur des mesures globales et déclaratoires permet d'atteindre l'objectif d'un désarmement vraiment efficace, nous pourrions alors nous féliciter vivement de la situation ainsi créée. On peut voir clairement que cela n'est pas toujours le cas si l'on prend

comme exemple le Protocole de Genève de 1925. Penser que l'idéalisme et la volonté politique suffiront c'est malheureusement, dans le monde d'aujourd'hui, faire preuve d'optimisme; je l'ai bien souligné dans la déclaration que j'ai faite en février. Pour que des mesures de désarmement soient efficaces et crédibles en tant qu'arrangements entre les nations, il est absolument indispensable que les Etats membres aient la conviction que les autres respectent de bonne foi les dispositions de ce genre de convention. C'est là une situation compréhensible lorsque la sécurité nationale est en jeu et que la science et la technologie des systèmes d'armes modernes ont atteint le degré de sophistication et de complexité que nous connaissons aujourd'hui.

Tout en soulignant l'importance de la vérification, je voudrais m'empresser d'ajouter qu'à cet égard existe aussi un risque d'extrémisme. Commencer à imaginer toutes les violations qui sont théoriquement possibles, mais pratiquement peu probables, et insister sur le fait qu'un accord n'a pas de sens s'il ne prend pas en considération tous les cas de ce genre, c'est surestimer la portée d'un tel accord.

Je voudrais vous donner quelques détails sur l'expérience que j'ai des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique qui, comme vous le savez tous, ont trait aux mesures de vérification destinées à empêcher la prolifération des armes nucléaires. Il a fallu très longtemps pour distinguer ce qui est utile et nécessaire de ce qui risque d'être moins pratique. D'aucuns insistaient sur le fait que de simples arrangements formels empêchant que des matières nucléaires ne soient détournées à des fins militaires suffisaient. La plupart des pays n'acceptant pas cette position, des négociations détaillées sur des arrangements institutionnels et techniques pour des garanties efficaces ont eu lieu. D'un autre côté, trop d'empressement a parfois abouti à l'élaboration de scénarios qui, pour ceux qui connaissent bien l'industrie nucléaire, ne pouvaient même pas être considérés comme applicables dans la pratique. Ce qui existe aujourd'hui en matière de garanties de l'AIEA est le produit d'un compromis entre des positions extrêmes de ce genre. Si j'ai mentionné cet exemple, ce n'est nullement pour tenter de porter un jugement sur nos discussions actuelles concernant la vérification d'une interdiction des essais nucléaires ou d'une interdiction des armes chimiques, mais simplement pour indiquer qu'à notre avis il s'agit là d'un point général qui mérite d'être rappelé.

Dans ce contexte, je voudrais mentionner ce qui suit. D'une part, il est important qu'il existe un accord politique fondamental pour constituer la base de tous les arrangements de désarmement. De l'autre, il devrait y avoir une approche scientifique et technique pour mettre ces arrangements en pratique. Il faut qu'il existe une entente mutuelle complète entre ces deux éléments. Il est possible qu'en l'absence d'une telle entente, les politiques et les technocrates parlent des langues différentes et c'est là une façon certaine d'embrouiller la situation. Je me souviens qu'avec les garanties de l'AIEA, il y a eu des cas où les scientifiques, n'ayant pas complètement compris les exigences politiques de base, ont donné des réponses telles que "ce qui est exigé est techniquement possible en principe, si certaines conditions sont satisfaites". Les politiques ont ignoré les conditions et n'ont accepté que les mots "c'est possible en principe". En fait, parmi ces conditions, on trouvait par exemple "si une présence continue des inspecteurs est possible", ou "si la détermination d'un détournement peut être acceptée à un niveau de confiance de 80 %", ou "si une certaine quantité de matières par an peut ne pas être comptabilisée par suite de l'accumulation d'erreurs de mesure". Vous pouvez constater que ces conditions qui sont liées à l'objectif politique des arrangements, avaient certainement besoin d'être sérieusement examinées.

(M. Imai, Japon)

Un certain nombre de déclarations ont été faites dans ce forum et ailleurs pour dire, par exemple, qu'il n'y a plus aucun problème technique en matière de vérification d'une interdiction des essais nucléaires. Certains ont même insisté sur le fait que toutes les explosions nucléaires souterraines peuvent être détectées et identifiées. J'ai eu l'occasion de parler avec certains des auteurs dont les écrits à ce sujet ont aussi été souvent cités dans cette assemblée. Ces mêmes auteurs m'ont dit que le système de détection sismologique sur lequel ils fondent leurs arguments n'est pas actuellement disponible et n'existe pas dans le monde. Sa qualité doit être accrue pour constituer un réseau meilleur incorporant d'autres progrès de la sismologie, y compris un nombre considérable de ce qu'on appelle des boîtes noires qui seraient placées dans les pays concernés. En outre, leur argument est fondé sur l'hypothèse que les conditions géologiques autour des polygones d'essai ainsi que le mode de diffusion des signaux sismiques à travers les formations géologiques situées entre le lieu de l'explosion et les stations sismologiques sont connus en détail. Je ne suis naturellement pas un expert du sujet et les rapports du Groupe d'experts scientifiques donnent une description de certains de ces problèmes, mais je crois que les expériences attendues d'échange de données sismologiques aideront à clarifier ces aspects. J'ai mentionné ce cas seulement pour faire encore une fois ressortir l'importance d'un dialogue satisfaisant entre les communautés politique et scientifique.

Monsieur le Président, l'exemple de l'AIEA me paraît indiquer un autre point très important. Il a été extrêmement commode et, en fait, très heureux dans le cas du Traité sur la non-prolifération qu'il existât déjà une organisation internationale dont le Statut spécifie que sa fonction principale est de fournir des garanties pour empêcher le détournement d'avec les objectifs pacifiques au profit d'objectifs militaires. Sans être à l'échelle des exigences d'aujourd'hui, les arrangements institutionnels servant à réunir et à appliquer la technologie nécessaire au niveau international fonctionnaient déjà. Comme les distingués représentants le savent, il a suffi de se référer dans l'article 3 du Traité sur la non-prolifération à l'application de ces arrangements. Malgré cela, les parties au Traité ont dû passer plus d'une année dans une conférence pour réorganiser le système, fixer les prescriptions technologiques, déterminer les droits et les devoirs des inspecteurs, convenir de la méthodologie pour déterminer les possibilités de détournement, et consentir à partager les charges financières.

Cette leçon montre que nous devons nous rappeler, lorsque nous serons réellement parvenus au stade de la détermination de la vérification d'une interdiction des essais nucléaires ou, éventuellement, des armes chimiques, que nous devons nous attaquer, au préalable, à la tâche de créer de tels organes internationaux de vérification. Naturellement, en disant cela, je n'entends pas affirmer que les arrangements au titre du Traité sur la non-prolifération constituent la formule la meilleure ou même la plus souhaitable dans le cas d'autres accords de désarmement. Il est néanmoins important qu'au cours du processus de négociation à la Conférence du désarmement, on accorde une attention toute particulière à la nature des exigences de vérification ainsi qu'à la structure des arrangements de vérification, pour qu'ils répondent le mieux à l'objectif de chaque accord. Je crains que sans ce souci, les accords sur le désarmement ne puissent fonctionner de telle façon que les parties aux accords puissent avoir confiance dans leur efficacité.

J'ai déjà utilisé le terme "extrémisme", voulant dire qu'une insistance trop grande sur la seule volonté politique ou sur les seuls détails scientifiques n'aboutirait pas à un arrangement de désarmement qui ait un sens. Dans notre approche

(M. Imai, Japon)

des problèmes, il y a une expression au sujet de la "vertu d'adopter une position du juste milieu", ce qui ne veut pas dire que le point exactement équidistant des deux extrêmes représente nécessairement la meilleure solution, mais qu'il faut toujours ouvrir nos esprits et nos yeux à différents points de vue. Par exemple, dans notre examen aujourd'hui de l'interdiction des essais nucléaires, des efforts pour comprendre les possibilités et les limites des mesures multilatérales de vérification disponibles paraissent représenter cette vertu de l'approche du "juste milieu". Cela nous permettra d'entreprendre l'examen de diverses questions connexes qui constituent les éléments d'un accord futur d'interdiction des essais nucléaires, y compris les problèmes liés à la façon de traiter les explosions nucléaires dans la gamme invérifiable. Je n'ai pas besoin de répéter que le Japon considère que c'est la question de l'interdiction des essais nucléaires qui a la priorité la plus élevée en matière de désarmement. Nous avons déclaré notre position un certain nombre de fois dans ce forum et ailleurs. C'est dans ce contexte que la création de moyens multilatéraux de vérification fondés sur la technologie existante, suivie de l'adoption de mesures pour les améliorer progressivement, représente à notre avis ce que la Conférence du désarmement peut accomplir pratiquement aujourd'hui tant que nous considérons l'interdiction des essais nucléaires comme une mesure multilatérale.

Pour ce qui est des armes chimiques, nous savons tous que les nations du monde ont adopté une attitude très positive à l'égard de leur interdiction, de leur élimination et de la vérification qui y est liée. Pendant que des négociations actives ont lieu, ma délégation ne le cède à personne dans la poursuite de l'objectif consistant à conclure au plus tôt une convention sur les armes chimiques, et nous sommes fiers d'y avoir apporté diverses contributions dans le passé. Là aussi, je voudrais mentionner que si l'on veut un accord sur les armes chimiques qui soit applicable, on devrait faire attention d'éviter les pièges d'extrémismes possibles. Si nos négociations avaient pour résultat d'aboutir soit à l'existence d'une très grande échappatoire dans la vérification, soit à la revendication de ce qui serait pratiquement un contrôle international sur la totalité des industries chimiques ou pharmaceutiques du monde, non seulement cela soulèverait des problèmes juridiques, mais cela aboutirait aussi soit à un traité très peu fiable, soit à une situation très inconfortable. Je m'abstiendrai de me référer encore à l'exemple de l'AIEA, mais je me contenterai de noter qu'il serait extrêmement important que la Conférence du désarmement soit prête à tenir compte de l'expérience de celle-ci pour définir la gamme des exigences de vérification concernant les produits chimiques ou leurs précurseurs. Je voudrais profiter des occasions futures pour présenter encore le moment venu notre position détaillée à la Conférence du désarmement.

J'aimerais ici ajouter très brièvement qu'un problème similaire existe concernant l'espace extra-atmosphérique. Un espace pacifique est manifestement un aspect très important auquel le Japon accorde une priorité très élevée. Toutefois, en ce qui nous concerne, à l'exception des connaissances et de l'expérience très limitées concernant l'exploration de l'espace à des fins pacifiques, nous devons reconnaître que notre compréhension et notre connaissance des activités spatiales connexes ne sont pas du tout fondées sur notre propre expérience. Il nous est donc difficile d'entreprendre des discussions détaillées sur la limitation des armes spatiales en nous fondant sur l'information publiée et souvent vulgarisée. Nous sommes convaincus que l'examen du problème de l'espace extra-atmosphérique en partant d'une approche exploratoire, ceux qui sont bien placés pour savoir fournissant des informations, serait d'emblée la méthode la plus appropriée et la plus utile.

(M. Imai, Japon)

Monsieur le Président, ce que j'ai dit aujourd'hui représente davantage ma façon de penser que des propositions détaillées. A un moment où les négociations multilatérales sur le désarmement ne font aucun progrès visible et où le monde exprime une préoccupation profonde devant une telle situation, nous estimons utile de nous arrêter et d'en examiner les raisons. En supprimant ces raisons une par une, nous devrions progresser sur la voie d'une solution finale. Ma délégation ne se fait pas d'illusions sur la possibilité de réaliser le désarmement demain, si souhaitable que cela puisse être. En même temps, nous ne croyons pas que des solutions soient impossibles. Lorsque nous parlons d'une approche par étapes, c'est avec cette idée présente à l'esprit, et certainement compte tenu de notre position nationale, que nous continuerons à apporter des contributions positives au processus d'accumulation de mesures significatives pour aboutir au succès final.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Japon de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard du Président.

Ma liste d'orateurs pour aujourd'hui est épuisée. Y a-t-il une autre délégation qui souhaite prendre la parole ? Je n'en vois aucune.

Je me propose maintenant de suspendre la séance plénière et de convoquer une réunion officieuse pour examiner quelques questions d'organisation. Après cela, nous reprendrons la séance plénière de la Conférence.

La séance est suspendue à 11 h 55; elle est reprise à 12 h 40.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : La séance plénière de la Conférence du désarmement est reprise.

La Conférence est saisie aujourd'hui du Document de travail No 126^{1/} qui contient un projet de décision concernant la création d'un Comité spécial des armes radiologiques. Y a-t-il des objections au projet de décision qui figure dans le Document de travail No 126 ?

S'il n'y a pas d'objection il en sera ainsi décidé.

Il en est ainsi décidé.

Je voudrais présenter à l'Ambassadeur Vejvoda nos félicitations à l'occasion de sa désignation. Son expérience et son habileté de diplomate seront d'un grand secours pour le Comité spécial.

Comme je l'ai annoncé au début de cette séance plénière, je propose maintenant que la Conférence prenne acte du Troisième rapport du Comité spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques, qui a été publié sous la cote CD/448.

Il en est ainsi décidé.

Etant donné qu'il n'y a plus d'autres questions à traiter aujourd'hui, je me propose de lever cette séance plénière.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu demain, mercredi 18 avril, à 10 h 30.

La séance est levée à 12 h 42.